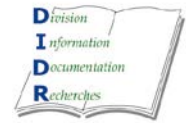


19 septembre 2019



## **Poursuites et traitements réservés aux insurgés séparatistes par les autorités ukrainiennes entre janvier 2017 et août 2019**

*Mise à jour de la note DIDR « Poursuites et sanctions à l'encontre des partisans de la " République populaire de Donetsk " » du 14/12/2016*

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Le conflit dans l'Est de l'Ukraine .....	3
2. Poursuites et condamnations des militants pro-russes en Ukraine.....	3
3. Les exactions commises par les forces de sécurité ukrainiennes .....	7
3.1. Exécutions extrajudiciaires .....	7
3.2. Détentions au secret et échanges de prisonniers.....	7
3.3. Torture et autres traitements inhumains ou dégradants .....	8
4. Les défaillances du système pénal ukrainien.....	10
4.1. L'impunité des forces de l'ordre ukrainiennes .....	10
4.2. La violation des impératifs attachés à un procès équitable.....	11
5. Le Programme de réinsertion « On vous attend à la maison ».....	12
Bibliographie .....	13

**Résumé :** Les partisans des républiques séparatistes de Louhansk et de Donetsk sont régulièrement poursuivis et condamnés par la justice ukrainienne, en particulier pour terrorisme<sup>1</sup>. Néanmoins, l'OHCHR et plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent des irrégularités dans les procédures pénales notamment le recours à des détentions au secret et à la torture, ainsi que l'absence d'impartialité des juges<sup>2</sup>. Un programme de réinsertion, « On vous attend à la maison » offre aux partisans de ces républiques qui n'ont pas participé au combat la possibilité de se rendre afin d'être déchargés de toute responsabilité pénale<sup>3</sup>.

**Abstract :** Supporters of the Luhansk and Donetsk separatist republics are regularly prosecuted and convicted by the Ukrainian courts, particularly for terrorism. Nevertheless, the OHCHR and several human rights organizations denounce irregularities in criminal proceedings, including the use of incommunicado detention and torture, as well as the lack of impartiality of judges. A reintegration program, "We are waiting for you at home", offers to supporters of these republics who have not participated in combats, the opportunity to surrender in order to be relieved of all criminal responsibility.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

---

<sup>1</sup> International Renaissance Foundation, 2018, p. 168 et 187, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 97, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 22, [url](#)

<sup>2</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15 et 18, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 18, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 19, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 17 et p. 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18 et p. 28, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 47-49, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 11, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 15, [url](#) ; Human Rights Watch, 18/01/2018, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 9-10, [url](#)

<sup>3</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/12/2016, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, [url](#) ; *KP v Ukraine*, 06/03/2018, [url](#) ; *Fakty*, 15/01/2019, [url](#) ; International Renaissance Foundation, 2018, p. 193-194 et 199, [url](#)

## 1. Le conflit dans l'Est de l'Ukraine

L'Ukraine, depuis avril 2014, est engagée dans un conflit armé opposant le nouveau gouvernement pro-occidental issu du « mouvement Maidan » ou « Euromaïdan » aux deux « Etats » autoproclamés qui se sont constitués dans les régions russophones de l'est du pays (le Donbass, « bassin du fleuve Don »). Ces « Etats », la « République populaire de Donetsk » (*Donetskaya Narodnaya Respublika, Донецкая Народная Республика, DNR* en russe) et la « République populaire de Louhansk<sup>4</sup> » (*Luganskaya Narodnaya Respublika, Луганская Народная Республика, LNR* en russe), sans reconnaissance internationale mais bénéficiant du soutien non déclaré de la Fédération de Russie, ont établi des institutions *de facto* considérées comme illégales par Kiev. A partir de mai 2014, les forces gouvernementales ukrainiennes, renforcées par la création d'une Garde nationale et par des milices de « volontaires », contre-attaquent : en juillet 2014, plusieurs villes comme Slaviansk, Kramatorsk et Kostyantynivka (oblast de Donetsk) sont reprises aux séparatistes. Les territoires tenus par les milices séparatistes sont désignés par les autorités ukrainiennes comme « zone d'opération antiterroriste » (« *Anti-Terrorist Operation Zone* », « *ATO Zone* » en anglais)<sup>5</sup>.

Le 5 septembre 2014, à Minsk, des représentants de l'Ukraine, de la Russie et des séparatistes signent un accord visant à une cessation des combats, sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Mais la trêve prévue par le Protocole de Minsk n'est jamais réellement implémentée<sup>6</sup>.

En février 2015, les présidents russe, ukrainien, français et allemand signent une déclaration commune réaffirmant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; un « *paquet de mesures* » est validé pour mettre en œuvre le Protocole de Minsk<sup>7</sup>. A compter de la signature de ces accords de Minsk 2, la ligne de front se stabilise<sup>8</sup>. Des échanges de tirs sporadiques perdurent néanmoins malgré le cessez-le-feu, et le règlement politique du conflit demeure dans l'impasse<sup>9</sup>. L'OSCE enregistre 312 554 violations du cessez-le-feu en 2018 et 168 530 violations de janvier à juin 2019<sup>10</sup>. Début 2019, le nombre de morts liés au conflit s'élève à plus de 13 000, dont 3 000 civils<sup>11</sup>.

## 2. Poursuites et condamnations des militants pro-russes en Ukraine

Courant 2018, selon les statistiques publiées par le Service de Sécurité de l'Ukraine (SBU en ukrainien), « 152 membres des organisations terroristes "D/LNR" sont identifiés et 54 arrêtés ». Par ailleurs, 850 procédures pénales sont ouvertes et 144 condamnations de

---

<sup>4</sup> La transcription des noms varie selon qu'ils sont donnés sous leur forme ukrainienne (Louhansk, Luhansk) ou russe (Lougansk, Luhansk) et à partir de sources francophones ou anglophones.

<sup>5</sup> DIDR, Ofpra, 28/10/2015, [url](#) ; KHODALITZKY Elsa, 20/04/2016, [url](#) ; Cour pénale internationale/International Criminal Court (CPI/ICC), 12/11/2015, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 14/12/2016, [url](#) ; DIDR, OFPRA, 16/09/2016, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 05/2019, [url](#)

<sup>6</sup> Challenges, 12/02/2015, [url](#) ; Bruxelles2P, 30/04/2017, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 05/2019, [url](#)

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/03/2019, p. 2, [url](#) ; Le Monde, 12/11/2018, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 05/2019, [url](#)

<sup>9</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/03/2019, p. 2, [url](#) ; Le Monde, 12/11/2018, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 05/2019, [url](#)

<sup>10</sup> OSCE, 11/07/2019, [url](#) ; OSCE, 18/04/2019, [url](#) ; OSCE, 27/03/2019, [url](#)

<sup>11</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, [url](#) ; France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 05/2019, [url](#) ; Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12/02/2019, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#)

partisans des républiques séparatistes prononcées<sup>12</sup>. Entre février et mars 2019, selon le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies (OHCHR en anglais), la justice ukrainienne rend 70 décisions liées au conflit, dont 69 condamnations<sup>13</sup>.

La majorité des poursuites engagées relèvent de la législation anti-terroriste (article 258 et suivants, en particulier l'article 258-3, partie 1, « Participation et création d'une organisation terroriste »)<sup>14</sup>. Par ailleurs, depuis 2017, plusieurs hommes d'affaires ukrainiens ont été arrêtés et sont poursuivis pour financement du terrorisme (Article 258-5 du Code pénal) pour avoir maintenu leurs activités sur le territoire des républiques séparatistes et payé des taxes aux autorités *de facto* de ces territoires<sup>15</sup>.

L'OHCHR dénonce ce recours à la législation anti-terroriste notamment du fait de son manque de précision facilitant la qualification juridique des faits incriminés. De plus, l'organisation ukrainienne de défense des droits de l'Homme « International Renaissance Foundation » regrette aussi l'engagement quasi inexistant de poursuites pour crimes de guerre<sup>16</sup>.

Néanmoins, la législation et la justice ukrainiennes n'étant pas parvenues à qualifier juridiquement les républiques séparatistes, des poursuites peuvent être engagées pour de nombreux autres motifs, tel que le démontre le tableau ci-dessous. La qualification des poursuites est laissée à l'appréciation du parquet ukrainien<sup>17</sup>.

---

<sup>12</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/01/2019, [url](#)

<sup>13</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 22, [url](#)

<sup>14</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 24/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 06/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 04/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 03/04/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 04/02/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 20/12/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/12/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 25/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/07/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 07/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine 27/03/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 21/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 01/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, , 23/11/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/06/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 29/03/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 14/02/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 10/02/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/03/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/08/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/05/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/09/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/12/2016 [url](#) ; International Renaissance Foundation, 2018, p. 168, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 97, [url](#)

<sup>15</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 30/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 26/03/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/08/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/09/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/12/2016 [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 18, [url](#)

<sup>16</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 22, [url](#) ; International Renaissance Foundation, 2018, p. 187, [url](#)

<sup>17</sup> International Renaissance Foundation, 2018, p. 185 et 188, [url](#)

<b>Tableau récapitulatif des poursuites engagées contre les partisans des républiques séparatistes du Donbass entre janvier 2017 et août 2019</b>		
<b>Actes et personnes concernées</b>	<b>Qualification juridique des poursuites<sup>18</sup></b>	<b>Peine maximale encourue au 27 juin 2019<sup>19</sup></b>
Concernant les partisans des républiques séparatistes, engagés dans des activités militaires, de commandement, d'espionnage ou de propagande.	<b>Partie 1, Article 258-3 (Participation et création d'une organisation terroriste)<sup>20</sup></b>	<b>15 ans d'emprisonnement</b>
	<b>Partie 2, Article 260 (Création d'une formation militaire illégale)<sup>21</sup></b>	<b>8 ans d'emprisonnement</b>
	<b>Partie 1, Article 263 (Manipulation illégale d'armes, de munitions ou d'explosifs)<sup>22</sup></b>	<b>7 ans d'emprisonnement</b>
Concernant les représentants des Républiques séparatistes et les organisateurs du référendum	<b>Partie 2, Article 110 (Atteinte à l'intégrité territoriale et à l'inviolabilité de l'Ukraine)<sup>23</sup></b>	<b>10 ans d'emprisonnement</b>

<sup>18</sup> Ukraine, Code pénal, 27/06/2019, [url](#)

<sup>19</sup> Ukraine, Code pénal, 27/06/2019 [url](#)

<sup>20</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 24/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 06/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 04/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 03/04/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 04/02/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 20/12/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/12/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 25/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/07/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 07/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine 27/03/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 21/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 01/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, , 23/11/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/06/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 29/03/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 14/02/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 10/02/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/03/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/08/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/05/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/09/2017, [url](#)

<sup>21</sup> Service de Sécurité de l'Ukraine, 05/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 31/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/03/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 24/11/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 24/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 25/04/2017, [url](#)

<sup>22</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/05/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 11/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 25/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/02/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 25/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 17/12/2018, [url](#)

<sup>23</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 16/06/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 03/04/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 30/01/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/12/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 20/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 29/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/06/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/05/2018, [url](#)

d'autodétermination de 2014	Partie 1, Article 109 (Actions visant à modifier de force ou à renverser l'ordre constitutionnel ou à s'emparer du pouvoir de l'État) <sup>24</sup>	10 ans d'emprisonnement
Concernant les entreprises payant des impôts aux républiques séparatistes et les ministres des Finances de ces dernières	Article 110-2 (Financement d'actions visant à renverser l'ordre constitutionnel, à prendre le pouvoir ou à modifier les frontières de l'Ukraine) <sup>25</sup>	10 ans d'emprisonnement
	<b>Article 258-5 (Financement du terrorisme)</b> <sup>26</sup>	<b>12 ans d'emprisonnement</b>
Concernant les militaires ukrainiens ayant fait défection	Partie 3, Article 408 (Désertion durant un état d'exception, hors loi martiale) <sup>27</sup>	10 ans d'emprisonnement
	Partie 2, Article 410 (Détournement de matériel militaire assorti de circonstances aggravantes) <sup>28</sup>	10 ans d'emprisonnement
	Partie 2 et 3, Article 418 (Violation des règles de gardes et de patrouille en situation de combat) <sup>29</sup>	8 ans d'emprisonnement
Concernant les exactions et les crimes de guerre commis par les partisans des républiques séparatistes au cours des combats	Article 113 (Sabotage) <sup>30</sup>	15 ans d'emprisonnement
	Partie 3, Article 258 (Attentat terroriste ayant entraîné la mort) <sup>31</sup>	Réclusion criminelle à perpétuité
	Partie 1, Article 258-1 (Implication dans un attentat terroriste) <sup>32</sup>	5 ans d'emprisonnement
	Partie 1 et 2, Article 146 (Séquestrations et enlèvements) <sup>33</sup>	5 ans d'emprisonnement

<sup>24</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 22/05/2018, [url](#)

<sup>25</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 29/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 20/02/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 30/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/08/2017, [url](#)

<sup>26</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/07/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 30/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/10/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 26/03/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/06/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/08/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 12/09/2017, [url](#)

<sup>27</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 17/12/2018, [url](#)

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 08/01/2019, [url](#) ;

<sup>31</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 14/02/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 17/12/2018, [url](#)

<sup>32</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/09/2018, [url](#)

<sup>33</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 14/02/2017, [url](#)



	Partie 2, Article 437 (Crime international d'agression) <sup>34</sup>	15 ans d'emprisonnement
	Partie 2, Article 438 (Crime de guerre ayant entraîné la mort) <sup>35</sup>	Réclusion criminelle à perpétuité
	Partie 2, Article 263-1 (Fabrication illégale d'armes assortie de récidive) <sup>36</sup>	10 ans d'emprisonnement
Concernant les combattants étrangers	Partie 1 et 3, Article 332 (Entrée irrégulière sur le territoire ukrainien en ayant recours à la violence) <sup>37</sup>	8 ans d'emprisonnement

### 3. Les exactions commises par les forces de sécurité ukrainiennes

#### 3.1. Exécutions extrajudiciaires

La majorité des cas d'exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité ukrainiennes remontent à 2014 et 2015. Depuis le cessez-le-feu de février 2015, plusieurs rapports soulignent l'important recul de telles pratiques<sup>38</sup>. Néanmoins, en mars 2017, un cas d'exécution extrajudiciaire, commise par un agent du SBU, est mentionné dans un rapport du OHCHR<sup>39</sup>. Ce rapport souligne l'engagement poursuites pénales à l'encontre de l'agent impliqué<sup>40</sup>.

#### 3.2. Détentions au secret et échanges de prisonniers

De janvier 2017 à août 2019, plusieurs rapports d'organisations internationales et d'ONG dénoncent le recours régulier à des détentions au secret de séparatistes présumés, du fait des forces de sécurité ukrainiennes et en particulier du SBU<sup>41</sup>. Ces rapports lient ces détentions au secret au recours à la torture et à d'autres traitements inhumains ou dégradants, la détention officielle ne débutant qu'après les aveux de la personne arrêtée ou l'assurance de sa coopération<sup>42</sup>.

<sup>34</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 10/02/2017, [url](#)

<sup>35</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 14/02/2017, [url](#)

<sup>36</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 27/04/2017, [url](#)

<sup>37</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/11/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 15/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 07/07/2017, [url](#)

<sup>38</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 17, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 25, [url](#)

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 17 et p. 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18 et p. 28, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 47-49, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 19, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 11, [url](#) ; Human Rights Watch, 17/01/2019, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 15, [url](#) ; Human Rights Watch, 18/01/2018, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 9-10, [url](#)

<sup>42</sup> Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 47-49, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 18 et 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 14, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 9-10, [url](#)

Par ailleurs, selon l'ONG Kharkiv Human Rights Protection Group et l'OHCHR, certaines arrestations et détentions arbitraires visent à procéder à des échanges de prisonniers avec les autorités *de facto* des républiques séparatistes de Louhansk et de Donetsk<sup>43</sup>. De nombreux prisonniers échangés dénoncent ainsi avoir été enlevés et contraints, parfois sous la torture, de plaider coupable afin d'être inclus au sein du programme d'échange<sup>44</sup>. L'OHCHR mentionne, dans certains cas, le maintien de poursuites judiciaires à l'encontre des personnes relâchées, ces dernières ne pouvant plus assurer leur défense et risquant une nouvelle arrestation en cas de retour sur le territoire contrôlé par les autorités ukrainiennes<sup>45</sup>.

Enfin, l'OHCHR dénonce aussi le recours systématique au placement en détention des personnes poursuivies pour des crimes liés au conflit du Donbass, conformément à l'article 176.5 du Code de procédure pénale ukrainien, sans envisager des mesures préventives moins attentatoires aux libertés, telles que l'assignation à résidence<sup>46</sup>.

### 3.3. Torture et autres traitements inhumains ou dégradants

En octobre 2015, le ministre des Affaires Etrangères ukrainien notifie aux Nations Unies et au Conseil de l'Europe une réserve de l'Ukraine concernant l'application de plusieurs traités internationaux de défense des droits de l'Homme dans les territoires sous contrôle séparatiste<sup>47</sup>. Concernant la Convention contre la torture et autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, l'Ukraine déclare :

« A cet égard, l'Ukraine déclare que, du 20 février 2014, pour toute la période de l'occupation temporaire par la Fédération de Russie d'une partie du territoire ukrainien – la République Autonome de Crimée et la ville de Sébastopol – résultant d'une agression armée de Fédération de Russie commise contre l'Ukraine et jusqu'à la restauration complète de la loi constitutionnelle, de l'ordre et du contrôle effectif de l'Ukraine sur ce territoire occupé, ainsi que sur certains districts des oblasts ukrainiens de Louhansk et de Donetsk, sortis temporairement du contrôle de l'Ukraine en raison d'une agression armée de la Fédération de Russie, **l'application et l'exécution par l'Ukraine des obligations issues de la convention susmentionnée, sur les territoires ukrainiens susmentionnés occupés et non-contrôlés, sont limitées et non-garanties** »<sup>48</sup>.

Selon les rapports du OHCHR et de plusieurs ONG, les poursuites engagées à l'encontre des partisans présumés des groupes séparatistes sont entachées par de fréquentes allégations de tortures et de mauvais traitements<sup>49</sup>. Néanmoins, le recours à la torture, particulièrement répandu entre 2014 et 2016, a décliné entre janvier 2017 et août 2019<sup>50</sup>.

<sup>43</sup> Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 47-49, [url](#)

<sup>44</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 21, [url](#)

<sup>45</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 22, [url](#)

<sup>46</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18, [url](#)

<sup>47</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/09/2018, p. 15, [url](#) ; Conseil de l'Europe, Treaty Office, 18/09/2019, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 56, [url](#)

<sup>48</sup> « In this regard, Ukraine states that from 20 February 2014 and for the period of temporary occupation by the Russian Federation of a part of the territory of Ukraine – the Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol – as a result of the armed aggression of the Russian Federation committed against Ukraine and until the complete restoration of the constitutional law and order and effective control by Ukraine over such occupied territory, as well as over certain districts of the Donetsk and Luhansk oblasts of Ukraine, which are temporarily not under control of Ukraine as a result of the aggression of the Russian Federation, **the application and implementation by Ukraine of the obligations under the above [Convention], as applied to the aforementioned occupied and uncontrolled territory of Ukraine, is limited and is not guaranteed** » (cf. Nations Unies, Secrétariat Général, 20/10/2015, [url](#)).

<sup>49</sup> Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 18, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 19, [url](#)

<sup>50</sup> Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 9-10, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 20, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 20, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 56, [url](#)



Ces rapports mentionnent notamment le recours, par les forces de sécurités et en particulier le SBU, à :

- des coups<sup>51</sup>,
- l'électrocution<sup>52</sup>,
- la suffocation, avec l'usage de masques à gaz ou de sacs en plastiques<sup>53</sup>,
- des simulacres d'exécution<sup>54</sup>,
- des simulacres de noyade (ou waterboarding en anglais)<sup>55</sup>,
- la luxation des articulations<sup>56</sup>,
- la privation d'eau et des nourritures<sup>57</sup>,
- le refus de soins médicaux<sup>58</sup>,
- des violences sexuelles, notamment des viols, la nudité forcée et des mutilations, des coups et l'électrocution des organes sexuels, concernant autant les femmes que les hommes<sup>59</sup>,
- des menaces d'exécutions, de violences et de viols visant des proches<sup>60</sup>.

Par ailleurs, l'OHCHR dénonce aussi les conditions de détention des suspects qui ne remplissent pas les standards internationaux. Un rapport mentionne notamment le cas d'une personne laissée une nuit entière sur un lit en métal les mains attachées<sup>61</sup>. L'OHCHR regrette aussi le manque d'accès à des soins médicaux, notamment des personnes ayant été soumises à la torture<sup>62</sup>.

---

<sup>51</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 14, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18 et 20, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 5, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 55 et 64-65, [url](#)

<sup>52</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 19, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 55 et 64-65, [url](#)

<sup>53</sup> Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 10, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 20, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 64-65, [url](#)

<sup>54</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 19, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 14, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 10, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 17, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 55, [url](#)

<sup>55</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 20, [url](#)

<sup>56</sup> Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 10, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 20, [url](#)

<sup>57</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 17, [url](#)

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 21, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 14, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18 et 23, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 5, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 10, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 22, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 64-65 et 69, [url](#)

<sup>60</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 14, [url](#) ; Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, 17/01/2019, p. 10, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 55 et 64-65, [url](#)

<sup>61</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#)

<sup>62</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 23, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 20, [url](#)

## 4. Les défaillances du système pénal ukrainien

### 4.1. L'impunité des forces de l'ordre ukrainiennes

Concernant les actes de tortures, de traitements inhumains ou dégradants ainsi que les détentions au secret, toutes les sources dénoncent l'incapacité ou le manque de volonté de la justice ukrainienne à enquêter, poursuivre et condamner les membres des services de sécurité s'étant rendus coupables de tels actes<sup>63</sup>. En novembre 2017, le parquet ukrainien annonce que 118 enquêtes pénales sont ouvertes à l'encontre de membres des forces de sécurité<sup>64</sup> ; or, selon le département d'Etat des Etats Unis, en avril 2018, « seuls 3 % des affaires pénales ouvertes contre les forces de l'ordre pour des violences physiques contre des prisonniers avaient été portées devant un tribunal »<sup>65</sup>.

De plus, selon l'ONG Kharkiv Human Rights Protection Group, les forces de sécurité et en particulier le SBU rejettent ces accusations de tortures en soutenant que « les criminels allèguent avoir été torturés pour ne pas assumer la responsabilité de leurs crimes »<sup>66</sup> et disposent d'un soutien politique. A ce titre, en 2017, l'OHCHR regrette la libération d'un garde-frontière condamné pour meurtre à treize ans d'emprisonnement et le soutien politique qui lui est apporté par le président ukrainien Petro POROCHENKO et plusieurs députés, tentant de faire pression sur la procédure judiciaire en cours<sup>67</sup>.

Par ailleurs, les victimes refusent régulièrement de saisir la justice, qu'il s'agisse d'une stratégie judiciaire visant à obtenir une réduction de peine, du manque de confiance dans le système pénal ukrainien ou de peur de représailles<sup>68</sup>. De cette façon, en mars 2019, un homme, arrêté arbitrairement et torturé en décembre 2018 par le SBU, ayant saisi la justice ukrainienne, est enlevé et contraint par des menaces proférées envers sa femme et ses enfants de quitter l'Ukraine<sup>69</sup>.

Enfin, l'imperfection du système pénal ukrainien rend parfois difficile l'engagement de poursuites pénales<sup>70</sup>. A titre d'exemple, les poursuites pour violences sexuelles sont compromises par la définition même du viol qui était restreint, par l'article 152 du code pénal et la jurisprudence, à la pénétration vaginale non-consentie commise par une autre personne, reléguant toute autre forme de pénétration non consentie ou commise avec des objets, notamment les viols présentant un caractère homosexuel, à l'article 153 du code pénal, sanctionnant « la satisfaction violente d'un désir sexuel de façon non naturelle » et pour lequel les peines encourues sont légèrement moins élevées<sup>71</sup>. Depuis le 11 janvier 2019, l'article 152 inclut dans la définition du viol, la pénétration orale et anale, ainsi que la pénétration par objet. Néanmoins, la journaliste féministe Marie Alix DETRIE, citant la coordinatrice de l'OHCHR Nataliya PYLYPIV, dénonce toujours un droit mal conçu limitant les possibilités de poursuites<sup>72</sup>. En effet, pour que le viol ou la « satisfaction violente d'un désir sexuel de façon non naturelle » soient caractérisés, il convient de prouver « la pénétration par un examen médical fait au maximum 36 heures après les faits » et

<sup>63</sup> Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 95-96, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 23, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 20, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 15, [url](#) ; Amnesty International, 22/02/2018, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 10, [url](#) ; Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 20/04/2018, p. 9, [url](#)

<sup>64</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 25, [url](#)

<sup>65</sup> Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, 13/03/2019, p. 10, [url](#)

<sup>66</sup> Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p. 64, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 28, [url](#)

<sup>67</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 26, [url](#)

<sup>68</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/09/2017, p. 19, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 20, [url](#)

<sup>69</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 19, [url](#)

<sup>70</sup> Amnesty International, 22/02/2018, [url](#)

<sup>71</sup> Marie Alix DETRIE, 23/02/2019, [url](#) ; Ukraine, Code pénal, 27/06/2019 [url](#) ; Kharkiv Human Rights Protection Group, 2018, p.70-73, [url](#) ;

<sup>72</sup> *Ibid.*

d'apporter « la preuve physique du non consentement et du caractère "impuissant" de la victime. En pratique, [...] "[seuls] les bleus ou les traces physiques vont pouvoir prouver que la victime s'est débattue", reprend Nataliya PLYPIV. »<sup>73</sup>. Or, même si la victime saisit la justice, malgré les risques de stigmatisation sociale et de représailles des forces de sécurité, ces conditions sont impossibles à remplir lorsque la personne est détenue au secret ou lorsque les violences sexuelles sont commises sous la menace<sup>74</sup>.

#### 4.2. La violation des impératifs attachés à un procès équitable

De nombreux rapports internationaux dénoncent la violation des droits et garanties attachés à un procès équitable dans plusieurs affaires pénales ouvertes à l'encontre de personnes suspectées d'avoir combattu dans les rangs des républiques séparatistes du Donbass<sup>75</sup>.

D'abord, l'OHCHR souligne la partialité des juges, des procureurs et des enquêteurs, dont certains conservent des biens ou de la famille dans les territoires occupés et « craignent pour leur sécurité en travaillant sur les affaires liées au conflit » dans les oblasts de Louhansk et de Donetsk<sup>76</sup>. Par ailleurs, le parquet ukrainien a engagé des poursuites « pour corruption et délivrance d'un verdict injuste » à l'encontre de juges ayant rendu des décisions considérées comme « anti-ukrainiennes » en faveur des accusés ou préféré une assignation à résidence à une détention<sup>77</sup>.

Ensuite, l'OHCHR critique le recours disproportionné aux comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité (ou « plaider coupable »), basées sur les seuls aveux de l'accusé obtenus en échange d'une remise de peine et parfois sous la torture. De plus, la loi du 7 octobre 2014 « sur les amendements apportés au code pénal ukrainien concernant la certitude de la sanction des crimes contre la sécurité nationale, la sécurité publique et la corruption » introduit pour certaines affaires la possibilité de conduire des procès *in absentia*<sup>78</sup>, dans une procédure ne remplissant pas pleinement les impératifs du droit à la défense<sup>79</sup>. L'OHCHR dénonce notamment l'absence de notification auprès l'accusé de l'ouverture d'un procès à son encontre et l'impossibilité de rouvrir le procès une fois la personne localisée<sup>80</sup>.

Enfin, l'OHCHR pointe l'absence régulière d'avocat durant la conduite des interrogatoires et l'admissions d'aveux, obtenus en l'absence d'un conseil et parfois sous la torture, par les tribunaux ukrainiens<sup>81</sup>.

---

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 18, [url](#)

<sup>76</sup> International Renaissance Foundation, 2018, p. 72, [url](#)

<sup>77</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 22, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 19, [url](#)

<sup>78</sup> International Renaissance Foundation, 2018, p. 163, [url](#)

<sup>79</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 18, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2019, p. 22, [url](#)

<sup>80</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 18, [url](#)

<sup>81</sup> Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 13/06/2017, p. 18 et p. 30, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 12/12/2017, p. 27, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 19/03/2018, p. 17, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 20/06/2018, p. 21, [url](#) ; Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, 21/09/2018, p. 19, [url](#)

## 5. Le Programme de réinsertion « On vous attend à la maison »

Le programme « On vous attend à la maison » (« Waiting for You at Home » en anglais, « На тебе чекають вдома »/« Na tebe tchekayut' vdoma » en ukrainien), lancé en août 2015 par le Service de Sécurité de l'Ukraine permet aux membres de groupes armés séparatistes d'être déchargés de toute responsabilité pénale par une décision de justice, s'ils se sont rendus avant l'engagement de poursuites à leur encontre, s'ils ont coopéré avec les autorités ukrainiennes et s'ils n'ont ni pris part directement aux combats ni commis de crimes graves<sup>82</sup>. Le SBU publie sur son site internet les moyens par lesquels les partisans des républiques séparatistes peuvent les contacter pour participer au programme. Néanmoins, il conseille aux personnes habitant sur le territoire sous contrôle séparatiste ou en Russie d'avoir recours à une adresse mail en raison des risques d'écoutes téléphoniques<sup>83</sup>.

Le programme concerne au départ les articles 258-3 (participation et création d'une organisation terroriste) et 260 (Création d'une formation militaire non prévue par la loi) du code pénal ukrainien<sup>84</sup>. Il est ensuite élargi aux articles 110-2 (Financement d'actions visant à renverser l'ordre constitutionnel, à prendre le pouvoir ou à modifier les frontières de l'Ukraine), 111 (trahison), 114 (espionnage), 255 (Création d'une organisation criminelle), 258 (Participation à un attentat terroriste), 258-5 (Financement du terrorisme) et 263 (Manipulation illégale d'armes, de munitions ou d'explosifs)<sup>85</sup>. Les personnes acquittées avaient notamment commis des activités de propagande, de transport, d'administration, de surveillance, de contrôle à des checkpoints, de fortification ou toutes autres tâches auxiliaires aux combats<sup>86</sup>.

Selon des publications récurrentes sur le site du SBU, le programme est toujours d'actualité en août 2019 et régulièrement utilisé par les anciens partisans des républiques séparatistes<sup>87</sup>. Début 2017, le SBU publie que 65 personnes ont déjà été déchargées de leur responsabilité pénale sur 119 participants au programme<sup>88</sup> et qu'en août 2017, ils sont 200 à voir les poursuites pénales ouvertes à leur encontre abandonnées et 15 à attendre une décision de justice<sup>89</sup>. Entre 2015 et 2019, selon le SBU, 360 personnes ont utilisé ce programme, sans qu'il soit précisé si ces personnes ont effectivement été déchargées de toute responsabilité pénale<sup>90</sup>.

---

<sup>82</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/12/2016, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, [url](#) ; *KP v Ukraine*, 06/03/2018, [url](#) ; *Fakty*, 15/01/2019, [url](#) ; International Renaissance Foundation, 2018, p. 193-194 et 199, [url](#)

<sup>83</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, [url](#)

<sup>84</sup> *KP v Ukraine*, 06/03/2018, [url](#) ; International Renaissance Foundation, 2018, p. 193-194 et 199, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, [url](#) ; Ukraine, Code pénal, 27/06/2019, [url](#)

<sup>85</sup> International Renaissance Foundation, 2018, p. 193-194 et 199, [url](#) ; Ukraine, Code pénal, 27/06/2019, [url](#)

<sup>86</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 26/09/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 28/08/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 17/04/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 30/01/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/01/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/11/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/06/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 24/03/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/02/2017, [url](#)

<sup>87</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/08/2019, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 26/09/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 17/04/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 09/01/2018, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/12/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/11/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 19/06/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 18/04/2017, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 06/01/2016, [url](#)

<sup>88</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 23/12/2016, [url](#) ; Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 13/02/2017, [url](#)

<sup>89</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, 11/08/2017, [url](#)

<sup>90</sup> Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, [url](#) ; *KP v Ukraine*, 06/03/2018, [url](#) ; *Ukrainskie Natsionalnye Novosti*, 20/08/2019, [url](#)

## **Bibliographie**

(Sites web consultés en septembre 2019)

### **Documents DIDR**

DIDR, « Poursuites et sanctions à l'encontre des partisans de la "République populaire de Donetsk" », OFPRA, 14/12/2016

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/61\\_didr\\_ukraine\\_poursuites\\_et\\_sanctions\\_a\\_lencontre\\_des\\_partisans\\_de\\_la\\_republique\\_populaire\\_de\\_donetsk\\_ofpra\\_1.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/61_didr_ukraine_poursuites_et_sanctions_a_lencontre_des_partisans_de_la_republique_populaire_de_donetsk_ofpra_1.pdf)

DIDR, "Ukraine : situation dans le Donbass depuis le cessez-le-feu de septembre 2015", OFPRA, 16/09/2016

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/63\\_didr\\_ukraine\\_situation\\_dans\\_le\\_donbass\\_depuis\\_le\\_cessez-le-feu\\_de\\_septembre\\_2015\\_ofpra\\_16092016.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/63_didr_ukraine_situation_dans_le_donbass_depuis_le_cessez-le-feu_de_septembre_2015_ofpra_16092016.pdf)

DIDR, « Ukraine : Conflit en Ukraine - avril 2014 à octobre 2015 », Ofpra, 28/10/2015

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/66\\_didr\\_ukraine\\_conflit\\_en\\_ukraine\\_-\\_avril\\_2014\\_a\\_octobre\\_2015\\_ofpra\\_28102015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/66_didr_ukraine_conflit_en_ukraine_-_avril_2014_a_octobre_2015_ofpra_28102015.pdf)

### **Texte juridique**

Ukraine, Code pénal, mis à jour du 27/06/2019 (Version ukrainienne)

<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/en/2341-14/ed20190101>

### **Organisations intergouvernementales**

Conseil de l'Europe, Treaty Office, "Reservations and Declarations for Treaty No.073 - European Convention on the Transfer of Proceedings in Criminal Matters", [mis à jour le 18/09/2019]

[https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/073/declarations?p\\_auth=shyNwXTO](https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/073/declarations?p_auth=shyNwXTO)

OSCE, Special Monitoring Mission to Ukraine, "April – June 2019 Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine", 11/07/2019

<https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/425429?download=true>

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine from 16 February to 15 May 2019", 13/06/2019

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Feb-15May2019\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraine16Feb-15May2019_EN.pdf)

OSCE, Special Monitoring Mission to Ukraine, "January – March 2019 Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine", 18/04/2019

<https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/417584?download=true>

OSCE, Special Monitoring Mission to Ukraine, "2018 Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine", 27/03/2019

<https://www.osce.org/special-monitoring-mission-to-ukraine/415382?download=true>

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine, 16 November 2018 to 15 February 2019", 21/03/2019,

<https://undocs.org/A/HRC/40/CRP.3>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, "Ukraine: le Conseil de sécurité se réunit quatre ans après la signature des accords de Minsk que Kiev et Moscou s'accusent de violer", 12/02/2019

<https://www.un.org/press/fr/2019/cs13698.doc.htm>

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, "Visit to Ukraine - Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment", 17/01/2019

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/010/59/PDF/G1901059.pdf?OpenElement>

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine, 16 May to 15 August 2018", 21/09/2018

<http://undocs.org/A/HRC/39/CRP.5>

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Human rights violations and abuses and international humanitarian law violations committed in the context of the Ilovaisk events in August 2014", 19/09/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportOnIlovaisk\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportOnIlovaisk_EN.pdf)

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine: 16 February to 15 May 2018", 20/06/2018

[https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineFev-May2018\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineFev-May2018_EN.pdf)

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine: 16 November 2017 to 15 February 2018", 19/03/2018

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineNov2017-Feb2018\\_EN.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/ReportUkraineNov2017-Feb2018_EN.pdf)

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine, 16 August to 15 November 2017", 12/12/2017

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport20th\\_EN.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport20th_EN.pdf)

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine: 16 May to 15 August 2017", 12/09/2017

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport19th\\_EN.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport19th_EN.pdf)

Nations Unies, Office High Commissioner for Human Rights, "Report on the human rights situation in Ukraine, 16 February to 15 May 2017", 13/06/2017

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport18th\\_EN.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/UA/UAReport18th_EN.pdf)

Cour pénale internationale/International Criminal Court (CPI/ICC), « Rapport sur les activités menées en 2015, en matière d'examen préliminaire », 12/11/2015

<https://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/otp-pe-rep-2015-fra.pdf>

Nations Unies, Secrétariat Général, « UKRAINE: COMMUNICATION - CONVENTION AGAINST TORTURE AND OTHER CRUEL, INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT OR PUNISHMENT NEW YORK, 10 DECEMBER 1984 », 10/12/1984

<https://treaties.un.org/doc/Publication/CN/2015/CN.612.2015-Eng.pdf>

## **Institutions nationales**

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « "Ex-member of illegal armed groups uses the SBU Program "Waiting for You at Home" », 23/08/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/1/category/1/view/6416#.17rZcO5H.dpbs>



Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Kyiv region: SBU exposes militant of "DNR" terrorist organization », 19/08/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/1/category/21/view/6404#.szaYNNdj.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU blocks the mechanism of illegal passenger traffic from the so-called "LNR" », 15/08/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/2/category/21/view/6394#.gCkC81ow.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: SBU discloses the scheme of financing militants of the so-called "LNR" », 29/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/5/category/21/view/6347#.jNhq5Sur.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of "D/LNR" illegal armed formations », 24/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/8/category/21/view/6322#.ID6u1Vj1.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU blocks financing of "DNR" terrorist organization by "Motor Sich" Group of Companies », 19/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/9/category/21/view/6304#.qrL3bIbn.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU blocks the mechanism of supporting "DNR / LNR" terrorist organizations », 15/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/12/category/21/view/6275#.PKIxbIJC.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: militant of the "LNR" terrorist organization has been convicted », 15/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/12/category/21/view/6272#.vKqMEpBs.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: SBU materials help to sentence one of the organizers of pseudo-referendum », 12/07/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/13/category/21/view/6266#.PaG0CGMH.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU reveals a mechanism of supplying industrial equipment for coal mines to the so-called "DNR" », 27/06/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/17/category/21/view/6219#.MNXvkE48.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Militants' source is sentenced to nine years of imprisonment under the SBU materials », 22/06/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/19/category/21/view/6193#.vJAaJVJl.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: Militant is sentenced to eight years of imprisonment under the SBU materials », 16/06/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/21/category/21/view/6147#.G2LlynSt.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of "DNR" terrorist organization », 06/06/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/23/category/21/view/6117#.FutC1Ib3.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Source of "LNR" terrorist organization has been sentenced to four years of imprisonment in Luhansk region », 04/06/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/24/category/21/view/6111#.BSgQXCLo.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict female member of LNR terrorist organization », 13/05/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/28/category/21/view/6035#.zqwR612N.dpbs>

France, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, « Situation en Ukraine : la position de la France », 05/2019

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/situation-en-ukraine-la-position-de-la-france/>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization », 03/04/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/67/category/21/view/5557#.WJwPLj7N.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: SBU materials help to serve notice of suspicion to two organizers of pseudo-referendum », 03/04/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/37/category/21/view/5929#.395TMJNT.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU blocks financing scheme of DNR terrorist organization », 26/03/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/40/category/21/view/5900#.mL5gjtuv.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: SBU materials help to convict one of organizers of pseudo-referendum », 21/03/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/43/category/21/view/5870#.iYOKr6K5.dpbs>

Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, « 2018 Country Reports on Human Rights Practices: Ukraine », 13/03/2019

<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/03/UKRAINE-2018-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU blocks large-scale financing of LNR terrorist organization », 20/02/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/52/category/21/view/5748#.PKu82PFW.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: sentencing another bunch of organizers of 2014 anti-Ukrainian referendum », 30/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/59/category/21/view/5646#.FNwvLif1.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU identifies "LNR" terrorist in Kharkiv », 24/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/61/category/21/view/5624#.9x3CahqI.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Цифра дня », 18/01/2019

<https://ssu.gov.ua/ua/news/1/category/2/view/5512#.Ebb7R3bC.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of "DNR" terrorist organization », 15/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/65/category/21/view/5587#.n7IM8SS4.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to sentence Russian citizen, soldier of so-called "DNR" to 15 years of imprisonment », 11/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/65/category/21/view/5578#.ryPfc08U.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Lviv: SBU materials help to convict militant of "LNR" terrorist organization », 09/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/66/category/21/view/5569#.anVJihqd.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization », 09/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/66/category/21/view/5568#.ihrkIgpj.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Ternopil: SBU materials help to convict informer of LNR terrorist organization », 08/01/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/67/category/21/view/5565#.e3fdJGe9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU detains militant of DNR terrorist organization », 04/02/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/67/category/21/view/5560#.t1BXFopQ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU: militant of "D/LNR" terrorist organizations put to jail », 20/12/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/69/category/21/view/5542#.aiT3z3al.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU detains one of participants of preparation of so-called "referendum" in 2014 in Lugansk region », 18/12/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/70/category/21/view/5533#.GI9NLbq3.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict military defector in Zaporizzhia region », 17/12/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/70/category/21/view/5530#.QMKxhSdZ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to sentence Russian citizen, soldier of so-called "DNR" to 15 years of imprisonment », 15/12/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/70/category/21/view/5526#.jJuofeG4.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: Organizer of 2014 anti-Ukrainian referendum is sentenced », 20/11/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/76/category/21/view/5446#.Zo36Gu5T.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization to 10 years of prison », 13/11/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/79/category/21/view/5420#.rkLdrtK9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization », 05/11/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/81/category/21/view/5389#.QNQnsxaE.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of "LNR" terrorist organization », 31/10/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/83/category/21/view/5375#.F7uc4lao.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Pseudo-minister of Finance of "DNR" terrorist organization is convicted in Donetsk region », 30/10/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/83/category/21/view/5370#.i88sbk1D.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of "LNR" terrorist organization », 25/10/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/84/category/21/view/5357#.YciWyRJ5.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU exposes commercial structure on financing "L/DNR" terrorist organizations », 19/10/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/85/category/21/view/5336#.409QuATU.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU program 'Waiting for you at home' brings a resident of Donetsk region back to peaceful life », 26/09/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/93/category/21/view/5248#.e48KUEBZ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization », 15/09/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/96/category/21/view/5217#.ztiMHFCo.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militant of DNR terrorist organization », 13/09/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/97/category/21/view/5204#.2qJiub7X.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, Luhansk region: SBU materials to help in trial of participants of 2014 anti-constitutional "referendum", 29/08/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/101/category/21/view/5156#.1dKGYnCh.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « So-called "DNR Minister" decides to use SBU Program "Waiting for You at Home" », 28/08/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/102/category/21/view/5146#.jSBYITVU.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: SBU sentences a "people's deputy" of the "LNR" terrorist organization », 08/08/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/105/category/21/view/5111#.5Au1SU8n.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: SBU materials help to convict terrorists' informer », 16/07/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/110/category/21/view/5051#.63RCyDZU.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict militants' informer », 23/06/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/117/category/21/view/4982#.v2TrrDpO.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU serves notice of suspicion in financing of terrorism to DNR functionary », 18/06/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/121/category/21/view/4933#.WOop0J2e.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: SBU materials help to sentence militants' accomplice to 8 years of imprisonment », 07/06/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/124/category/21/view/4900#.WhFtJbjX.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Year to date SBU in Luhansk region takes to court indictments against 28 representatives of LNR occupation administration », 22/05/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/132/category/21/view/4808#.ILNublwQ.dpbs>

Etats-Unis d'Amérique, Département d'Etat, « 2017 Country Reports on Human Rights Practices », 20/04/2018

<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/01/Ukraine.pdf>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU Program "Waiting for You at Home" continues to bring former militants to peaceful life », 17/04/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/144/category/21/view/4646#.kSlwVRHX.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU materials help to convict DNR militant », 27/03/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/151/category/21/view/4569#.7Gk4zjA9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Lugansk region: SBU materials help to convict member of "Rome" terrorist group », 27/03/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/151/category/21/view/4568#.Y98kCpNm.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU detains "DNR" businessman on terrorism financing », 12/03/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/158/category/21/view/4486#.mzFG0nN9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: SBU evidence helps to convict informant of DNR terrorist organization », 22/02/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/163/category/21/view/4423#.vDkzsL8e.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Luhansk region: SBU evidence helps to convict informant of LNR terrorist organization », 21/02/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/164/category/21/view/4413#.cdMi0qi7.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « LNR militant is sentenced under SBU materials », 13/02/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/167/category/21/view/4384#.LUd4POMX.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Militant from ORDLO (SDDL) is sentenced in Luhansk region under the SBU materials », 08/02/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/169/category/21/view/4366#.NOH29ve0.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Donetsk region: terrorist informer sentenced on SBU-collected evidence », 01/02/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/171/category/21/view/4342#.rIDmUkPj.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court frees two participants of the SBU Program "Waiting for You at Home" », 30/01/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/172/category/21/view/4332#.69RknRTa.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Terrorist informant and a militant convicted in Luhansk region following SBU materials », 23/08/2019

<https://ssu.gov.ua/en/news/177/category/21/view/4281#.F94kETO9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Former "DNR" militant returns to peaceful life under SBU program "Waiting for You at Home" », 09/01/2018

<https://ssu.gov.ua/en/news/178/category/21/view/4262#.q7qaPM66.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court releases from criminal responsibility the former participant of the so-called "DNR" under SBU Program "Waiting for You at Home" », 18/12/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/182/category/21/view/4223#.MV6wha7W.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Propagandist and militant of DNR terrorist organization is convicted under the SBU materials », 24/11/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/187/category/21/view/4164#.ALCy8FYI.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Terrorist informer is sentenced according to SBU materials », 23/11/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/188/category/21/view/4157#.skMejd0v.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court releases from criminal responsibility participant of SBU Program "Waiting for You at Home" », 23/11/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/188/category/21/view/4156#.RhFqJH5k.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court discharges ex-militant from criminal responsibility under SBU Program "Waiting for you at home" », 27/09/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/206/category/21/view/3949#.XBn9qEiY.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU completed pre-trial investigation regarding 132 "officials" of the so-called DNR / LNR », 12/09/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/211/category/21/view/3892#.inai08iJ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Real perspectives for the participants of the SBU Program "Waiting for You at Home" », 11/08/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/222/category/21/view/3775#.hUQptOIQ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU notifies in absentia "DNR" "first deputy minister of the Ministry of Revenue and Duties" of suspicion », 09/08/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/222/category/21/view/3768#.zARTdqzJ.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Infiltrator who blew up bridge over Siverskyi Donets sentenced to 10 years of imprisonment », 07/07/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/231/category/21/view/3678#.WazHFf3y.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court discharges two residents of Sloviansk in the frameworks of SBU Program », 19/06/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/237/category/21/view/3545#.OIKgcl4B.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Militant of DNR terrorist organization convicted under SBU materials », 12/06/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/241/category/21/view/3506#.PdEJBBNV.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU: ex-head of Stanychno-Luhansk district council is sentenced to 4 years of imprisonment », 12/06/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/241/category/21/view/3504#.ZBioCKdh.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU: one of the leaders of DNR terrorists is convicted to 15 years of imprisonment », 27/04/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/264/category/21/view/3248#.iN6AXAAq.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Militant of so-called LNR convicted under SBU materials », 25/04/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/266/category/21/view/3229#.qlrUbkYd.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « The court reveals a former member of the illegal armed group, who is a participant of SBU Program "Waiting for You at Home" », 18/04/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/270/category/21/view/3183#.rg6CAJE9.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Spotter of militants in Svitlodarsk direction sentenced to 4 years of imprisonment », 29/03/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/283/category/21/view/3047#.boYz1TRo.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court discharges another participant of the Program "Waiting for you at home" from responsibility », 24/03/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/285/category/21/view/3013#.Kpa01fiu.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « SBU apprehends militant torturing Ukrainian hostages in Sloviansk », 14/02/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/312/category/21/view/2738#.ioBAVaL.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Terrorists' accomplice released from criminal responsibility under SBU Program "Waiting for You at Home" », 13/02/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/312/category/21/view/2734#.Y786DuRQ.dpbs>



Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « The terrorist, who planned diversions in Dnipro sentenced to 11 years of imprisonment », 10/02/2017

<https://ssu.gov.ua/en/news/313/category/21/view/2724#.F5hQOert.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Results of certain areas of work of Security Service of Ukraine », 23/12/2016

<https://ssu.gov.ua/en/news/1/category/2/view/2474#.dHzSOyij.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « Court releases from responsibility a member of illegal armed group in the framework of SBU Program "Waiting for You at Home" », 06/01/2016

<https://ssu.gov.ua/en/news/332/category/21/view/2528#.p57N3xll.dpbs>

Ukraine, Service de Sécurité de l'Ukraine, « "Waiting for You at Home" Program by the Security Service of Ukraine », s. d.

<https://ssu.gov.ua/en/pages/206>

## **Organisations non gouvernementales**

Human Rights Watch, « World Report 2019 – Ukraine », 17/01/2019

<https://www.ecoi.net/en/document/2002209.html>

Ukrainian Helsinki Human Rights Union, « Investigation of war crimes: what's the situation in Ukraine? », 18/04/2018

<https://helsinki.org.ua/en/articles/investigation-of-war-crimes-what-s-the-situation-in-ukraine/>

Amnesty International, « Report 2017/18 - The State of the World's Human Rights – Ukraine », 22/02/2018

<https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/ukraine/report-ukraine/>

Human Rights Watch, « World Report 2018 – Ukraine », 18/01/2018

<https://www.refworld.org/docid/5a61ee0f4.html>

International Renaissance Foundation, « JUSTICE IN EASTERN UKRAINE DURING THE MILITARY AGGRESSION OF THE RUSSIAN FEDERATION », 2018

<http://hrvector.org/1532451371justice-in-eastern-ukraine-engl.pdf>

Kharkiv Human Rights Protection Group, « Violent Crimes Committed During the Armed Conflict in eastern Ukraine between 2014–2018 », 2018

<http://khpg.org/files/docs/1552984577.pdf>

## **Think tanks, universités et centres de recherches**

KHODALITZKY Elsa, « Le conflit ukrainien : Du basculement des événements Place Maïdan vers l'émergence d'un conflit armé dans le Donbass », Revue des Droits de l'homme, 20/04/2016 <https://journals.openedition.org/revdh/2076>

## **Médias**

Ukrainskie Natsionalnye Novosti, « В СБУ посчитали, сколько человек добровольно отказались от участия в "ЛНР" и "ДНР" » [Le SBU a compté combien de personnes ont volontairement refusé de participer au "LPR" et au "DPR"], 20/08/2019

<https://www.unn.com.ua/ru/exclusive/1819824-u-sbu-porakhuvali-skilki-osib-dobrovolno-vidmovilisya-vid-uchasti-u-lnr-i-dnr>

Marie Alix DETRIE, « Violences sexuelles en Ukraine, le long chemin vers la justice », inkyfada, 23/02/2019

<https://inkyfada.com/fr/2019/02/23/violences-sexuelles-ukraine-loi-zero-impunity/>

Fakty, « Почти целый батальон: СБУ назвала число боевиков, освобожденных от уголовной ответственности » [Presque tout un bataillon: la SBU a désigné le nombre de militants exemptés de responsabilité pénale], 15/01/2019

<https://fakty.ua/292810-pochti-celyj-batalon-sbu-nazvala-chislo-boevikov-osvobozhdennyh-ot-ugolovnoj-otvetstvennosti>

Le Monde, « Dans l'est de l'Ukraine, élection sans surprise sous l'œil de Moscou », 12/11/2018

[https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/11/12/dans-l-est-de-l-ukraine-election-sans-surprise-sous-l-il-de-moscou\\_5382135\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/11/12/dans-l-est-de-l-ukraine-election-sans-surprise-sous-l-il-de-moscou_5382135_3214.html)

Censor.net, « По программе СБУ "Тебя ждут дома" от ответственности освобождены более 200 бывших наемников, - Наев » [Selon le programme SBU "Vous êtes attendu à la maison", plus de 200 anciens mercenaires ont été libérés de toute responsabilité, - Nayev], 25/04/2018

[https://censor.net.ua/news/3063202/po\\_programme\\_sbu\\_tebya\\_jdut\\_doma\\_ot\\_otvetstvennosti\\_osvobojudeny\\_bolee\\_200\\_byvshih\\_naemnikov\\_naev](https://censor.net.ua/news/3063202/po_programme_sbu_tebya_jdut_doma_ot_otvetstvennosti_osvobojudeny_bolee_200_byvshih_naemnikov_naev)

КР в Ukraine, « Участник программы "Тебя ждут дома": Оттуда многие хотят уйти, вернуться к прежней жизни... » [Membre du programme "Ils t'attendent à la maison": De là-bas, beaucoup veulent partir, retourner à leurs vies antérieures ...], 06/03/2018

<https://kr.ua/incidents/602604-uchastnyk-prohammy-tebia-zhdut-doma-ottuda-mnohye-khotiat-uity-vernutsia-k-prezhnei-zhyzny>

Bruxelles2P, « N° 51. Le processus de Minsk. La négociation des accords Russie-Ukraine en format Normandie », 30/04/2017

<https://club.bruxelles2.eu/2017/04/n51-le-processus-de-minsk-la-negociation-des-accords-russie-ukraine-en-format-normandie/>

Challenges, « CHRONOLOGIE de la crise en Ukraine », 12/02/2015,

[https://www.challenges.fr/monde/chronologie-de-la-crise-en-ukraine\\_116531](https://www.challenges.fr/monde/chronologie-de-la-crise-en-ukraine_116531)